



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2017-2018

VG

P.V. PETI 14

**Commission des Pétitions**

**Procès-verbal de la réunion du 16 avril 2018**

Ordre du jour :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 2 mars 2018
2. Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique
3. Examen d'une pétition ordinaire  
Pétition ordinaire 996 – Pour l'installation d'un miroir de circulation à Alzingen
4. Suivi des pétitions en cours d'instruction
5. Divers

\*

Présents : M. Marc Angel, M. Lex Delles, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Cécile Hemmen, M. Marcel Oberweis, M. Marco Schank, M. David Wagner

Mme Vera Haas-Gelejinsky, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Nancy Arendt, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, M. Roberto Traversini

\*

Présidence : M. Marco Schank, Président de la Commission

\*

1. **Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 2 mars 2018**

Le projet de procès-verbal sous rubrique est adopté.

2. **Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique**

La Commission des Pétitions émet un avis positif au sujet de la recevabilité des demandes de pétition publique 984, 985, 986, 989, 991, 992, 994 et 995.

*Demande de pétition publique 984 - Adaptation des avertissements taxés automatiques (Radar) pour dépassements de vitesse mineurs (1 à 3 km/h)*

*Demande de pétition publique 985 - Interdiction de fumer aux arrêts de bus, tram, train.*

*Demande de pétition publique 986 - Une réglementation européenne pour des associations sans but lucratif européennes (a.s.b.l.e.)*

*Demande de pétition publique 989 - Fir d'Erhale vun der Gebléishal vun der fréierer ARBED Belval + version étendue*

*Demande de pétition publique 991 – Für die Benutzung von Papiereinkaufstüten, welche aus wiederverwendetem Papier "Recyclingpapier" hergestellt wurden, sowie das Verbot von Plastiktüten als Einkaufstüten, in sämtlichen Großflächenkaufhäusern und Geschäften*

*Demande de pétition publique 992 - Kaf vun alkoholeschem Gedränk net ënner 18 Joer / achat de boissons alcoolisées à partir de 18 ans / Erwerb von alkoholischen Getränken ab 18 Jahren / purchase of alcoholic beverages from the age of 18*

*Demande de pétition publique 994 - Autorisation pour tout véhicule motocyclique de rouler sur les voies d'autobus et de taxi comme dans d'autres grandes villes en Autriche*

*Demande de pétition publique 995 - Fir d'Aféierung vun engem Vidange-System fir Béchsen, Einwegglas- a Plastikfläschchen / pour l'introduction d'un système de consigne sur les canettes, les bouteilles en verre perdu et en plastique / für die Einführung eines Pfandsystems für Dosen, Glas- und Plastikflaschen / for the introduction of a deposit system on cans, non-returnable glass and plastic bottles.*

\*\*\*

Elle en fait de même pour le texte reformulé de la demande de pétition publique 978.

*Demande de pétition publique 978 - Fir d'Ofschafe vu mobile Chantecher op den Autobunnen während dem Dag*

\*\*\*

La Commission émet un avis négatif au sujet de la recevabilité de la *demande de pétition publique 990 - Abschaffung der 4 Wahlbezirke für die Parlamentswahlen*. En présence de la pétition 842 - Aféiere vun engem eenzege Wahlbezierk fir ganz Lëtzebuerg, déposée le 30 août.2017, la Commission invoque l'article 155bis (3) du Règlement de la Chambre selon lequel une pétition publique introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

\*\*\*

Les auteurs des demandes de pétition publique 941, 957 et 973 reprises ci-dessous n'ayant pas réagi à la demande de reformuler leurs textes, la Commission émet un avis

négatif au sujet de la recevabilité.

*Demande de pétition publique 941 - Fir eng Revisioun vun der Reform vun der Assurance-Dépendance Pour une révision de la réforme de l'assurance dépendance*

*Demande de pétition publique 957 - Congé collectif*

*Demande de pétition publique 973 - Pour que les ventes de terrains constructibles soient mieux régulées.*

\*\*\*

*Demande de pétition publique 987 - Iwwerreschter vum lessen aus de Maison Relais bzw Bäckerei, Restaurant, .... , u Léit verdeelen déi net sou vill hunn , do kéint een jo ee klenge Shop opmaachen, wou Leit registréiert sinn, déi natierlech da wëllen d'lessen do gratis siche goen , misst awer iwwerwaacht ginn an natierlech och gekuckt ginn dass jiddereen datnämlecht verdeelt kritt*

La Commission relève une série d'imperfections que le pétitionnaire est invité à redresser dans le délai d'un mois, à savoir :

- Le texte de la motivation générale qui est pratiquement incompréhensible est à reformuler entièrement.
- Vu que la pétition publique doit être d'intérêt général, l'emploi du pronom personnel « je » est à omettre.
- La partie de phrase dans l'intitulé commençant par « do kéint een jo ee klenge Shop opmaachen ....» .est à intégrer dans la rubrique « "But de la pétition ».

D'un côté, le pétitionnaire se prononce en faveur de l'ouverture d'un petit magasin. Cette demande pourrait être conçue comme étant une demande en vue de réglementer la distribution gratuite dans les « Cent Butték » des aliments non consommés.

D'un autre côté, le pétitionnaire demande que les restes de nourritures soient donnés aux animaux, par exemple. Or, cette idée ne rejoint pas la proposition de l'ouverture d'un magasin. De surcroît, dans l'hypothèse d'une distribution gratuite de la nourriture, il y aurait lieu de tenir compte de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire, dont la référence serait à intégrer dans la demande de pétition publique.

*Demande de pétition publique 993 – Un logement digne pour tous*

La pétitionnaire revendique, au niveau du but de la pétition, un contrôle étatique des logements et invoque la responsabilité des communes en la matière.

Or, il existe une législation afférente. En effet, la salubrité des logements est prise en considération par :

- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et le règlement grand-ducal du 25 février 1979 sur les critères de location, de salubrité et d'hygiène, et
- la loi modifiée sur la Direction de la Santé du 21 novembre 1980.

La Commission demande dès lors à la pétitionnaire de reformuler sa demande en tenant compte de ce qui précède.

### *Demande de pétition publique 988 - Etablissement de l'égalité fiscale*

La Commission, désireuse de se renseigner au sujet des exemples repris dans la motivation de la pétition, décide de tenir en suspens la demande de pétition publique 988 jusqu'à obtention des explications demandées.

### 3. **Examen d'une pétition ordinaire**

Pétition ordinaire 996 – Pour l'installation d'un miroir de circulation à Alzingen

La Commission décide de demander une prise de position au Ministre du Développement durable et des Infrastructures et d'en informer le bourgmestre de la Commune de Hesperange.

### 4. **Suivi des pétitions en cours d'instruction**

Les signatures des pétitions publiques reprises ci-après sont validées par la Commission. Aucune de ces pétitions n'ayant atteint le seuil de 4.500 signatures, elles ne pourront faire l'objet d'un débat public. Les pétitionnaires sont invités à se prononcer, dans le délai d'un mois, sur une poursuite éventuelle de l'instructions de leurs pétitions reclassées en pétitions ordinaires.

*Pétition publique 913 - Transparence pour stopper net les entreprises frauduleuses de construction*

Signatures : 46  
Doublons : 3

*Pétition publique 924 - Des cours de langue luxembourgeoise pour les classes professionnelles francophones (p.ex. DAP , CCP , Apprentissages Adultes , Apprentissage initial )*

Signatures : 107  
Doublons : 0

*Pétition publique 931 - Gratuité des transports en commun pour les personnes touchant le RPGH (revenu pour personnes gravement handicapées)*

Signatures : 37  
Doublons : 2

*Pétition publique 939 - Complément familial pour les familles recomposées frontalières*

Signatures : 141  
Doublons : 0

*Pétition publique 944 - L'obligation de marquer les pesticides utilisés sur les étiquettes des fruits et légumes*

Signatures : 262  
Doublons : 7

*Pétition publique 945 - Introduction d'un modèle type de compromis de vente*

Signatures : 23  
Doublons : 0

*Pétition publique 947 - Éischt Hëllef*

Signatures : 262

Doublons : 8

*Pétition publique 948 - Permettre aux employés d'Etat et aux fonctionnaires de prendre une pause plus courte le midi (Actuellement 1h minimum obligatoire) comme il est possible dans certains secteurs privés avec horaire mobile*

Signatures : 860

Doublons : 16

*Pétition publique 953 - Dépôt d'une plainte du Grand-Duché contre le projet de péage en Allemagne devant les juridictions compétentes*

Signatures : 132

Doublons : 3

*Pétition publique 954 - Pour une prise en compte des familles monoparentales pour les "jours enfant malade" (congés pour raisons familiales)*

Signatures : 238

Doublons : 9

*Pétition publique 956 - Délai de réponse à un Recours auprès du Conseil Arbitral de la Sécurité Sociale*

Signatures : 351

Doublons : 8

*Pétition publique 958 - Einführung von Wickeltischen auf öffentlichen und kommerziellen Toiletten für alle Geschlechter*

Signatures : 204

Doublons : 5

*Pétition publique 960 - Redressement de la marge de tolérance pour excès de vitesse des radars fixes*

Signatures : 600

Doublons : 13

### **Demande de reclassement en pétition ordinaire**

A la demande de la pétitionnaire, la pétition publique 936 - Pour la liberté de choix du nom de famille des époux en cas de mariage est reclassée en pétition ordinaire et transmise au Ministre compétent en vue d'une prise de position gouvernementale.

### **Clôtures de pétitions**

Les auteurs des pétitions reprises ci-après ne s'étant pas prononcés au sujet d'une poursuite éventuelle de leurs pétitions reclassées en pétitions ordinaires, la Commission décide d'en clôturer l'instruction :

*Pétition publique 891 - Clauses interdisant les animaux de compagnie dans les baux résidentiels*

*Pétition publique 900 - Défiscalisation des heures complémentaires*

*Pétition publique 914 - Changement des taux d'imposition sur les rémunérations non-périodiques (bonus, 13ième mois, etc.)*

*Pétition publique 918 - Ouverture d'une section francophone-primaire et secondaire au sein de l'école européenne/internationale à Junglinster pour la rentrée de septembre 2018*

*Pétition publique 923 - Modification de la loi concernant les chèques-services (loi du 29 août 2017) et instauration d'un système gratuit de crèches et foyers scolaires*  
*Pétition publique 927 - Méi ambitiéis Klimazieler*  
*Pétition publique 928 - Droit de l'enfant de terminer sa scolarité dans l'école fondamentale attribuée dès le départ-Recht fir d'Kand an där Primärschoul wou et ageschoult ginn ass bis zum Schluss ze bleiwen*

\*\*\*

Les prises de position gouvernementales au sujet des pétitions 822 et 859 sont restées sans réaction de la part des pétitionnaires. Partant, la Commission décide d'en clôturer l'instruction.

*Pétition 822 - Änderung des Code de la Route - Erlaubnis für Motorradfahrer sich am Stau vorbeizuschlängeln - Gesetzesanpassung nach österreichischem Vorbild*

*Pétition 859 - Pour des accises beaucoup plus élevées sur le diesel.*

\*\*\*

### **Pétitions ayant fait l'objet d'un débat public et dont les auteurs ne se sont pas prononcés, en 2017, dans le cadre du bilan général**

Vu l'absence de réaction des pétitionnaires, la Commission décide unanimement de clôturer l'instruction des pétitions publiques reprises ci-après :

*Pétition publique 329 - Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière*

*Pétition publique 483 - Pétition contre le Règlement grand-ducal « ouverture de chasse pour l'année cynégétique 2015/16 » Petition gegen die Ausführungsbestimmung (RGD) « ouverture de chasse pour l'année cynégétique 2015/16 »*

*Pétition publique 575 - Géint d'Reklassement vun de Wittfraen a Wittmänner vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A Contre le reclassement des veuves/veufs de la classe d'impôts 2 dans la classe d'impôts 1A*

*Pétition publique 593 - Accorder plus de congé pour raisons familiales*

*Pétition publique 621 - Gerichtliche Schritte zwecks Abschalten und Stilllegen des Atomkraftwerks Cattenom.*

### **Réactions de pétitionnaires suite aux prises de position gouvernementales**

Les réactions des pétitionnaires suite aux prises de position gouvernementales sont transmises aux Ministres compétents :

*Pétition 878 - Demande de prise en compte en temps de travail des cotisations volontaires payées à la caisse de pension, pour la comptabilisation de l'âge d'entrée en retraite /pension*

Lettre de la pétitionnaire du 11 avril 2018

*Pétition 808 - Changer l'article 107 de la constitution (concerne tous les cimetières) - Ajouter à la fin de l'alinéa trois, un second paragraphe stipulant : S'agissant des cimetières, les décisions concernant leur gestion ne seront prises qu'après concertation avec les concessionnaires du cimetière*

Lettre de Me Denis Philippe du 21 mars 2018

## **Autres**

*Pétition 867 - Pour la protection de l'enfant et de la dignité humaine et contre le projet de loi n° 6568A sur la PMA (procréation médicalement assistée avec le sperme d'un tiers donneur) et la GPA (gestation par une mère porteuse qui abandonne l'enfant à un commanditaire*

Par lettre du 10 avril 2018, le pétitionnaire réitère sa demande de se voir accorder une entrevue avec la Commission juridique et de se voir remettre un courrier.

La Commission décide d'en informer la Commission juridique.

\*\*\*

Par lettre du 3 avril 2018, l'AMMD expose sa prise de position relative au débat sur la *pétition publique 922 - Pour le tiers payant chez les médecins.*

La Commission en prend acte.

## 5. **Divers**

Le 8 mai 2018, à 08.45 heures Madame le médiateur Claudia Monti présentera le rapport d'activité de l'Ombudsman 2017

Luxembourg, le 31 mai 2018

Le Secrétaire-Administrateur,  
Vera Haas-Gelejinsky

Le Président de la Commission des Pétitions,  
Marco Schank